



PREFET DE LA REGION HAUTE-NORMANDIE

DIRECTION REGIONALE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA COHESION SOCIALE DE HAUTE-NORMANDIE

Pôle jeunesse et cohésion sociale

Affaire suivie par la DDCS de l'Eure :
Bureau protection des personnes vulnérables
Nathalie CHARRON Tél. 02 32 24 87 53
Courriel : nathalie.charron@eure.gouv.fr

Arrêté fixant la dotation globale de financement 2015 du service Délégué aux Prestations Familiales (Finess : 27 002 564 6) géré par l'Association Départementale pour l'Aide à l'Enfance et aux Adultes en Difficulté (ADAEA) – département de l'Eure

**Le préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
commandeur de la Légion d'honneur**

- Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 361-2, R. 314-1 et suivants ;
- Vu la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 ;
- Vu l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, notamment son article 18 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Vu le décret n° 2008-1500 du 30 décembre 2008 relatif à la réglementation financière et budgétaire des établissements et services sociaux et médico-sociaux, notamment son article 3 modifié par le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 ;
- Vu le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 modifié tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, notamment ses articles 232 à 252 ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu le décret du Président de la République du 17 janvier 2013 portant nomination de M. Pierre-Henry MACCIONI en qualité de préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R. 314-17, R.314-19, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action sociale et des familles, modifié par arrêtés du 10 avril 2006 et du 9 juillet 2007 ;

- Vu l'arrêté préfectoral du 2 mai 2013 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales pour le département de l'Eure ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 13-212 du 2 juillet 2013 portant délégation de signature à Mme Sylvie HOUSPIC, secrétaire générale pour les affaires régionales auprès du préfet de la région Haute-Normandie ;
- Vu la circulaire n° DGCS/SD5C/5A/2B/2015/169 du 15 mai 2015 relative aux orientations de l'exercice 2015 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales ;
- Vu les propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2015 transmises le 30 octobre 2014 par la personne ayant qualité pour représenter l'ADAEA ;
- Vu le rapport d'orientation budgétaire 2015 des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et délégués aux prestations familiales de la région Haute-Normandie du 24 juillet 2015 et le rapport budgétaire du 31 juillet 2015 ;
- Vu le courrier du 6 août 2015 de l'ADAEA, transmis le 7 août 2015 ne formulant pas d'observations dans le cadre de la procédure contradictoire ;
- Vu la décision d'autorisation budgétaire du 12 août 2015 ;

Sur proposition de la directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Haute-Normandie;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2015, les recettes et les dépenses prévisionnelles du service DPF géré par l'ADAEA sont autorisées comme suit :

	DEPENSES	Montants en €	RECETTES	Montants en €
GROUPE I	Dépenses d'exploitation courante	39 225,58	Produits de la tarification et assimilés	655 276,68
GROUPE II	Dépenses de personnel	539 503,35	Autres produits relatifs à l'exploitation	18 000,00
GROUPE III	Dépenses liées à la structure	134 137,08	Produits financiers et produits non encaissables	0,00
Total	Dépenses	712 866,01	Produits	673 276,68
	Déficit n-2 incorporé	0,00	Excédent n-2	39 589,33
TOTAL	DEPENSES	712 866,01	RECETTES	712 866,01

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2015, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, la dotation globale de financement versée à l'ADAEA pour son service DPF est fixée à **655 276,68 €**, tenant compte de la reprise du résultat excédentaire du compte administratif 2013 affecté à la réduction des charges d'exploitation 2015 (39 589,33 €).

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2015, en application de l'article R.314-193-3 du code de l'action sociale et des familles :

1° La dotation versée par la caisse d'allocations familiales de l'Eure à Evreux est fixée à 98,94 % soit un montant de 648 330,75 € ;

2° La dotation versée par la caisse locale de mutualité sociale agricole de l'Eure à Evreux est fixée à 1,06 % soit un montant de 6 945,93 € ;

Article 4 : La dotation de chaque financeur précisée à l'article 3 du présent arrêté est versée en application de l'article R.314-107 du code de l'action sociale et des familles, par fraction forfaitaire égale au douzième de son montant.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné et aux différents financeurs mentionnés à l'article 3 du présent arrêté.

Article 6 : La secrétaire générale pour les affaires régionales de Haute-Normandie, la directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Haute-Normandie et la directrice départementale de la cohésion sociale de l'Eure sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département de l'Eure.

Fait à Rouen, le

27 AOÛT 2015

Pour le Préfet
et par délégation,
Le préfet
La Secrétaire Générale
pour les Affaires Régionales



Sylvie HOUSPIC

Voies et délais de recours - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le préfet de la région Haute-Normandie, soit hiérarchique auprès du ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nantes (Greffes du TITSS - Cour administrative d'appel de Nantes - 2, place de l'Édit de Nantes - BP 18 529 - 44185 NANTES cedex 4), dans un délai d'un mois à compter de la notification, ou dans le délai d'un mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite